



## Perspectives chinoises

2015/3 | 2015

L'industrie du prêt-à-porter entre configurations locales et flux mondiaux

---

Jérôme Doyon, *Négociier la place de l'islam chinois. Les associations islamiques de Nankin à l'ère des réformes*,

Paris, L'Harmattan, 2014, 249 p.

Rémi Castets

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7178>

ISSN : 1996-4609

### Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

### Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2015

Pagination : 66-67

ISBN : 979-10-91019-16-3

ISSN : 1021-9013

### Référence électronique

Rémi Castets, « Jérôme Doyon, *Négociier la place de l'islam chinois. Les associations islamiques de Nankin à l'ère des réformes*, », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2015/3 | 2015, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7178>

---

Pour ce qui est du second thème, l'idée qu'une superpuissance émergente déstabilisera le système international existant est largement acceptée. Néanmoins, Hu Angang affirme que l'ascension de la Chine au statut de superpuissance constituera une exception, qu'il qualifie de « nouveau type de superpuissance ». Il estime que la Chine n'a ni les ressources ni l'intention de supplanter les États-Unis et de devenir l'unique leader d'un monde globalisé. À l'inverse, la Chine a besoin de coopérer avec les États-Unis pour pouvoir être en mesure d'affronter les défis mondiaux. Le livre aborde en outre une grande partie de la pensée qui a poussé la Chine à prendre plus de responsabilités et contribuer davantage au fonctionnement de la société internationale en termes de développement économique, ainsi que dans les domaines de la culture, des sciences et de l'écologie. L'opinion de Hu Angang à l'égard de l'exceptionnalisme chinois fera sans doute l'objet d'un examen minutieux et continu. Toutefois, cet « exceptionnalisme » soulève un autre problème intéressant dans la mesure où il est représentatif de l'opinion d'une part significative du principal courant des intellectuels chinois. À rebours des chercheurs aux opinions personnelles tranchées et indépendantes, ces intellectuels se font les porte-parole d'un récit positif destiné au reste du monde et s'appuyant sur des données convaincantes et des descriptions actualisées des stratégies du pays. Le livre de Hu constitue un bon exemple de ce type d'écrits et fournit l'opportunité d'acquérir une compréhension plus nuancée et équilibrée des chercheurs chinois influents.

Il convient aussi de remarquer que l'opinion d'un initié de l'intérieur (*insider*) n'est pas nécessairement dénuée de toute dimension critique. En réalité, Hu Angang a émis de nombreux commentaires et suggestions franches qui ont été suivies de manière effective par l'élite dirigeante du pays. Néanmoins, les lecteurs ne parlant pas le chinois comprendront sans doute difficilement ce type de critiques. La difficulté ne réside pas seulement dans la traduction de la langue mais dans une compréhension adéquate du système chinois, qui encore une fois nécessite l'opinion d'un *insider*. Les opinions des chercheurs chinois sont malgré tout l'objet d'une attention croissante, comme le prouve le numéro de mai/juin 2015 de *Foreign Affairs*, intitulé « Adopter la "Nouvelle Normalité" de la Chine : pourquoi l'économie est encore en bonne voie », (« Embracing China's "New Normal": Why the Economy Is Still on Track ») ; dans lequel a été publié, fait sans précédent, plusieurs articles d'entre eux, dont Hu Angang.

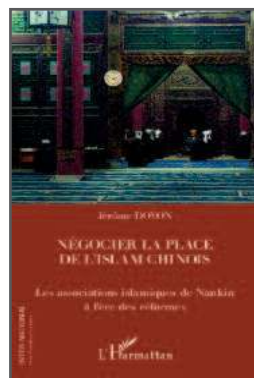
Ma principale remarque réside dans le fait que l'approche de Hu Angang adopte une perspective de théorie des jeux coopérative plus que non-coopérative. Ces deux principaux points de vue de l'optimisme et de l'exceptionnalisme chinois seraient plus convaincants si une réaction non-coopérative de la part du reste du monde était prise en compte. En ce qui concerne l'optimisme, la conjecture selon laquelle la Chine peut devenir une superpuissance dépendra non seulement de la Chine elle-même mais aussi de la manière dont le reste du monde réagira à cette nouvelle donne. Une logique similaire peut être perçue dans le développement de la théorie du commerce, au sein de laquelle les modèles du grand pays et du petit pays diffèrent. En ce qui concerne l'exceptionnalisme, une autre analyse serait aussi nécessaire pour anticiper la manière dont la Chine réagirait à des mesures non-coopératives provenant d'autres pays à l'encontre de son propre développement dans le cadre d'un modèle dynamique. De plus, serait-on toujours dans l'exceptionnalisme si la Chine en venait à prendre davantage de mesures coopératives ? Les réponses à ces questions ne sont pas traitées suffisamment dans ce livre.

Les opinions et les idées des auteurs chinois ont longtemps été inaccessibles au public non-sinophone. Certains lecteurs occidentaux peuvent être

lassés des opinions des non-*insiders* et nourriront peut-être un intérêt croissant pour les travaux d'*insiders*. Les éditions Brookings Institution Press, et particulièrement le Dr. Cheng Li, ont rendu un grand service en créant la collection « Thornton Center Chinese Thinkers book series ». Si vous souhaitez en savoir plus sur les opinions d'un fervent défenseur de l'optimisme et de l'exceptionnalisme chinois, le livre de Hu Angang, *China in 2020*, est un incontournable.

■ Traduit par Juliette Duléry.

■ Maoliang Bu est maître de conférences en économie à l'Université de Nankin, et professeur associé en économie internationale au Centre Hopkins-Nanjing. Il est en 2015-2016 titulaire de la chaire China Business and Economics de la Fondation Alexander von Humboldt à l'Université de Würzburg, en Allemagne (bumaoliang@gmail.com).



**Jérôme Doyon,**  
**Négocier la place de l'islam chinois. Les associations islamiques de Nankin à l'ère des réformes,**  
Paris, L'Harmattan, 2014, 249 p.

## RÉMI CASTETS

Cet ouvrage est issu du travail de recherche mené par Jérôme Doyon dans le cadre de son mémoire de fin de master. Ce jeune chercheur menant aujourd'hui une thèse de doctorat en science politique a su conduire habilement une série de terrains durant le printemps 2011 au sein de la municipalité de Nankin.

L'auteur a choisi de s'intéresser au rôle, au fonctionnement et aux interactions des branches locales de l'Association islamique de Chine (AIC) à Nankin (AIN) et au Jiangsu (AIJ). Il est parti du constat que le contrôle de l'État chinois sur ses populations musulmanes s'opère d'une région à l'autre dans des contextes particuliers et à ce titre aboutit à des configurations diverses. Cette monographie originale adopte un cadre d'analyse « micro » qui tranche avec les approches *top down* souvent mobilisées dans l'étude des dispositifs de contrôle étatique du religieux. La collecte d'informations de l'auteur permet de restituer à partir de subjectivités recontextualisées les modes de fonctionnement des branches locales de l'AIC, les interactions de ces dernières et les enjeux auxquels elles doivent faire face.

Rares sont les travaux de chercheurs occidentaux abordant la mécanique complexe des interactions entre les croyants, les différentes strates et compartiments de l'administration chinoise et l'AIC. Le sujet est sensible en particulier dans les zones de peuplement musulman majoritaire du nord-ouest. L'auteur a pour sa part opportunément exploité un contexte beaucoup moins sensible à Nankin pour recueillir les témoignages d'universitaires, de clercs, de croyants, de membres de l'AIC ou de cadres.

L'intérêt de l'ouvrage de Jérôme Doyon est d'immerger le lecteur dans la vie des branches de l'AIC, en l'occurrence au Jiangsu. Il expose les motivations de leurs cadres et interlocuteurs (administration locale et centrale, Parti, croyants locaux ou venus d'autres provinces) et brosse un tableau des contraintes et ressources avec lesquelles elles composent. La finesse de son analyse est liée par ailleurs au fait qu'elle s'appuie sur une connaissance solide tant des cadres conceptuels dispensés par les sciences sociales que des travaux publiés ces dernières années sur la gestion des religions en Chine.

Dans un premier chapitre, l'auteur revient sur la place de l'AIC dans la gestion des lieux de culte à Nankin en évaluant dans quelle mesure elle se situe dans la continuité des associations qui l'ont précédée mais aussi dans quelle mesure elle s'en détache. Il informe au passage le lecteur sur les spécificités du contexte local : homogénéité ethnique et sectaire, ressources financières de l'AIN, absence de conflit politique ou de concurrence financière avec l'administration, etc. Ce contexte explique en grande partie les modes de contrôle et de gestion financière que mettent en œuvre l'AIN et l'AIJ. Compte tenu du faible potentiel de financement de la petite communauté musulmane locale et du fait des ressources financières liées à ses capitaux immobiliers et ses connexions gouvernementales, l'AIN a acquis un degré de contrôle important sur les finances et activités de lieux de culte en quête de ressources financières. Fait notable, l'AIN et l'AIJ subissent moins de pression de l'État et bénéficient de plus de marge de manœuvre en raison du contexte politique local apaisé.

Dans un deuxième chapitre, Jérôme Doyon revient sur le fonctionnement interne de l'association, sur les processus de sélection de ses cadres et sur l'interpénétration des personnels des différentes strates de l'AIC. Il décrit les rapports avec les organes administratifs censés les contrôler ou les instances politiques pouvant servir de tribune à leurs membres. Il fait un constat d'asymétrie de leurs relations avec l'État et pose la question de leur représentativité. Il décrit en effet des cercles étroitement liés à l'administration du fait des processus de sélection de leurs membres, des liens de dépendance financière ou en raison des systèmes de concertation/prise de décision avec les Bureaux des Affaires religieuses, les Départements du Front Uni... Ces états de faits visent à générer une intériorisation au sein de l'AIC des lignes politico-idéologiques de l'État et du Parti. Ceci explique la capacité des branches locales à filtrer les demandes « irréalistes » ou « excessives » des croyants dans le cadre des processus de médiation ou de représentation. L'auteur restitue une forme de *modus vivendi* qui est certes asymétrique mais qui est rétribué par des « donant-donnant » satisfaisants pour tous. Les interactions des branches locales de l'AIC avec l'administration reposent en effet sur la mise en commun de réseaux et des échanges de services. La présence au sein des branches locales de l'AIC d'universitaires, de clercs, de personnels politiques ou administratifs lui génère la constitution de réseaux et de pools de compétences permettant de faire avancer les demandes (autorisations et financement de nouvelles infrastructures ou d'événements religieux). Ainsi même si les branches locales de l'AIC sont perçues par les populations locales ou les personnels religieux comme des instances pro-gouvernementales, elles tirent une légitimité de leur capacité à collecter des financements étatiques et à obtenir l'autorisation d'activités susceptibles d'être problématiques dans d'autres régions musulmanes. Cela concerne aussi bien les activités « grises », autrement dit les activités en marge de l'orthodoxie et des cadres juridiques que les activités se déroulant en dehors des enceintes des mosquées. Bref, l'auteur dépeint des associations à la fois groupes de pression, médiatrices et relais de l'État auprès des croyants.

Dans les deux derniers chapitres, il envisage toujours à la lumière de la relation à l'État-Parti la fonction d'institutionnalisation des communautés et

de définition/contrôle des pratiques/identités au sein de la communauté musulmane. Il évoque par ailleurs le rôle de l'AIN et de l'AIJ dans le contrôle des lieux de culte, la désactivation de l'activisme dans ces communautés, l'éducation des personnels religieux, l'information de l'administration. Il souligne enfin, au travers de cas concrets, le rôle de l'AIC sur le terrain socio-caritatif, voire diplomatique.

Le livre comporte une ou deux imprécisions anecdotiques que les islamologues rectifieront d'eux-mêmes (l'auteur place par exemple la fête de fin de Ramadan, *Kaizhajjie* soit l'*Aïd el-Fitr*, au début de Ramadan). Néanmoins, cet ouvrage riche en informations et en analyse s'impose comme une source incontournable pour qui s'intéresse au fonctionnement des branches locales de l'AIC, à la politique religieuse de l'État chinois ou aux communautés hui du Jiangsu.

■ Rémi Castets est maître de conférences à l'Université Bordeaux Montaigne, rattaché au centre de recherche TELEM et chargé de cours à l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux (remi.castets@u-bordeaux-montaigne.fr).



**Victor Nee et Sonja Opper,**  
**Capitalism from Below: Markets and Institutional Change in China,** Cambridge, MA, et Londres, Harvard University Press, 2012, 431 p.

## BERNARD GANNE

L'ouvrage de Victor Nee et Sonja Opper est un livre important. Considérant que les approches de l'économie chinoise et de sa transition vers le privé restent très profondément marquées par un système d'analyse centré sur la prééminence du rôle de l'État et de la façon dont ce dernier orchestre le développement, il entend explorer une autre face de cette expansion, celle de l'économie privée qui s'est constitué « à partir du bas ». Quelles ont été les voies de la mise en place de ce secteur privé ? Comment les entrepreneurs ont-ils pu surmonter les barrières résultant de l'organisation socialiste centrée sur l'État ? Quelles institutions ont permis aux acteurs économiques privés de coopérer et concurrencer au cours de la phase de transition le secteur étatique dominant des firmes publiques ? Tel est l'objet du chapitre 1. La théorie économique standard, qui privilégie les régulations descendantes, s'intéresse peu au fait que les acteurs économiques, et notamment les entrepreneurs, créent – au travers même de leurs actions et progressivement – leurs propres normes de fonctionnement et leurs propres cadres institutionnels. Il convient donc de reprendre le problème à la base et dans l'autre sens – c'est-à-dire à partir des comportements des entrepreneurs et non des normes édictées par les institutions étatiques centrales – afin de mieux voir les régulations latentes et normes cachées qui ont marqué en Chine la construction du secteur privé (chapitre 2).